



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES DU RHONE

PREFECTURE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE

BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES POUR
LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Dossier suivi par : M. CORONGIU

☎ 04.91.15.69.26

n° 72-2010-PC

Marseille, le 6 JUIN 2010

☐ HOPI ☒ GIDIC ☐ non
n° A / GS13/

ARRIVEE le 28 JUIN 2010

Destinataire : C. Clap
☒ Attribution ☐ Info
Copie :

ARRETE

imposant des prescriptions complémentaires,
à la Compagnie Pétrochimique de Berre dans
le cadre de reports d'échéance des normes de
rejets à l'atmosphère, pour la raffinerie
située à Berre-l'Etang

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement et notamment son article R. 512-31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2008-47 CE du 18 mars 2008 actant le changement d'exploitant du complexe pétrochimique de Berre au profit de la société Compagnie Pétrochimique de Berre,

Vu les arrêtés préfectoraux N° 127-2005 A du 21 octobre 2005 et N° 2008-486 du 17 avril 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la société Compagnie Pétrochimique de Berre, pour l'exploitation de la raffinerie de Berre ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 15 février 2010 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 25 février 2010 ;

Vu l'avis du Sous-Préfet d'Istres en date du 8 mars 2010 ;

Considérant que la compagnie Pétrochimique de Berre est autorisée à exploiter une raffinerie, sur la commune de Berre l'Etang, au travers plusieurs arrêtés préfectoraux, et notamment du 21 octobre 2005 et du 17 avril 2009 actant des reports d'échéances fixées par l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux concentrations en oxydes de soufre, d'oxydes d'azote et de poussières dans les rejets à l'atmosphère,

Considérant que par demande du 18 novembre 2009, l'exploitant sollicite de nouveaux reports compte tenu des contraintes techniques importantes et des difficultés conjoncturelles,

Considérant que, pour les autres raffineries de la région, ces reports ont été actés dans des arrêtés IPPC dans le courant de l'année 2009,

.../...

Considérant qu'il y lieu d'accorder la dérogation demandée liée à la réalisation de ces travaux, et d'imposer à l'exploitant un échéancier de réalisation, par arrêté complémentaire pris conformément à l'article R.512-31 du Code de l'Environnement,

ARRETE

Article 1 :

La COMPAGNIE PETROCHIMIQUE DE BERRE, dont le siège social est situé chemin départemental 54, Raffinerie de Berre, 13 130 BERRE L'ETANG est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour sa raffinerie située à la même adresse, à compter de sa date de notification.

Article 2 :

Les dispositions des articles 7 et 8 de l'arrêté du 17 avril 2009 susvisé, relatives aux émissaires les plus impactants de SO₂, NO_x/PM/CO, sont annulées et remplacées par les articles 3 et 4 suivants.

Les autres dispositions de l'arrêté du 17 avril 2009 susvisé restent applicables.

Article 3 : Emissions de SO₂ – émissaires les plus impactants

Les valeurs limites d'émission définies au présent article sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduaires secs, de 3% en volume.

Les concentrations annuelles moyennes et les flux annuels moyens d'émission de SO₂ respectent, à compter du **1^{er} janvier 2011**, les seuils suivants :

	Concentration moyenne journalière	Concentration annuelle moyenne	Flux maximal journalier	Flux journalier moyen (année calendaire)
Emission totale - bulle raffinerie	1000 mg/Nm ³	850 mg/Nm ³	26 t/j	10 t/j

Emissaires	Flux maximal journalier	Flux journalier moyen (année calendaire)
FCC	8 t/j	6 t/j
Claus ¹	2 t/j	1 t/j
DB3/HDT3/HDS2	5 t/j	3 t/j

La durée maximale d'indisponibilité du dispositif de traitement des gaz de queue du CLAUS, dont la mise en service est prévue le 31 décembre 2010, est limitée à 15 jours par an.

Article 4 : Emissions NO_x / PM / CO - émissaires les plus impactants

Les concentrations annuelles moyennes et les flux annuels moyens d'émission devront respecter à compter du **1^{er} janvier 2012**, les seuils suivants :

Emissaire	Paramètres	Concentration moyenne journalière	Concentration moyenne annuelle	Flux maximal journalier
Emission totale bulle raffinerie	NO _x	350 mg/Nm ³	300 mg/Nm ³	6 t/j
Emission totale bulle raffinerie	poussières	50 mg/Nm ³	-	1 t/j
FCC	NO _x	600 mg/m ³	500 mg/m ³	2 t/j
FCC	Poussières	50 mg/m ³	40 mg/m ³	0,12 t/j
FCC	CO		50 mg/m ³	0,3 t/j

¹ à compter du 31 décembre 2010, date effective de mise en service du dispositif de traitement des gaz de queue du Claus

Les valeurs limites d'émission définies au présent article sont rapportées à une teneur en oxygène, dans les gaz résiduaires secs, de 3% en volume.

L'exploitant met en place des techniques (brûleurs bas NOx ou tout autre dispositif adapté permettant d'atteindre les seuils de concentration en NOx fixés ci-dessus au plus tard pour le **31 décembre 2011**.

L'exploitant adresse au préfet un rapport d'avancement des essais et études réalisés sur les installations de la raffinerie pour minimiser les émissions de NOx. Ce rapport est transmis au plus tard le **31 décembre 2010**.

Pour la réduction des émissions de poussières, après analyse des résultats des essais réalisés en décembre 2009 et ceux en cours, l'exploitant transmet ses conclusions au préfet avant le 30 juin 2010. Sur la base de ces conclusions l'exploitant propose des mesures permettant d'assurer le respect des normes poussières au plus tard pour le **31 décembre 2011**.

Article 5 :

En cas de non-respect de l'une des dispositions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues par l'article L.514-1 du Code de l'Environnement, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées.

Article 6 :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 :

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

Article 8 :

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Berre l'Etang,
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, ✕
- Le Directeur Départemental de la Protection des Populations, Service de l'Environnement,
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, Service Urbanisme,
- Le Directeur Départemental des services d'Incendies et de Secours,

Marseille le 16 JUIN 2010
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Jean-Paul CELET



